

**Discours de Bernadette Ségol, Secrétaire générale de le CES
Congrès de la CGT**
Toulouse, le 19 mars 2013

[Le texte prononcé fait foi]

Cher(e)s camarades,
Cher(e)s ami(e)s,

Je vous remercie chaleureusement pour votre invitation. Je suis heureuse d'être des vôtres.

Je suis heureuse que vous ayez choisi Toulouse pour tenir votre congrès. C'est dans cette région que j'ai mes racines et que j'ai grandi. Mes très longues années bruxelloises n'ont pas réussi à diluer les couleurs de mon accent du midi. Mon accent, comme moi, a résisté.

Nous sommes ici sur une terre où se sont développés des combats politiques et syndicaux pour le progrès et pour la liberté. Jean Jaurès est une figure de cette histoire dont je suis imprégnée.

Vous allez vivre un congrès important; dans un moment tout aussi important car nous sommes dans une situation d'urgence.

L'urgence, pour nous, c'est plus de 26 millions de chômeurs dans l'Union européenne et près de 6 millions de chômeurs parmi les jeunes. Des milliers de jeunes Portugais, Grecs, Espagnols, Italiens quittent leur pays dans l'espoir d'une vie décente qu'ils ne peuvent plus avoir chez eux.

En France: 3 millions de sans emploi, des centaines d'usines qui ferment leurs portes, des plans sociaux chaque semaine. Nous en avons entendu quelques exemples dans la session précédente.

Qu'ont fait nos dirigeants face à la crise financière qui a éclaté en 2008 ? D'abord, ils ont sauvé les banques. Pour cela plus de 1000 milliards ont été mobilisés. C'était ça ou le chaos nous a-t-on dit.

Et qu'a-t-on fait pour arrêter la spéculation? Rien, pas grand-chose, et de toute façon on n'a pas maîtrisé le capitalisme casino.

Qu'a-t-on fait pour sauver l'emploi? Fondamentalement: rien. L'emploi a été la victime des politiques économiques.

On s'est concentré sur un objectif: réduire le déficit et la dette publique. C'est un objectif louable certes, mais toute la question est de savoir comment atteindre cet objectif.

La réponse à ce "comment" a été rapidement apportée. Et cette réponse a été schématique: il faut couper dans les dépenses, flexibiliser le travail, enlever aux conventions collectives leur capacité de protection.

Ça, ça s'appelle, l'austérité.

Depuis le début de la crise, la Confédération européenne des syndicats s'est fermement opposée aux mesures d'austérité.

C'est pour cela que nous nous sommes opposés au traité fiscal européen. Pour nous, l'orthodoxie budgétaire n'est pas un projet, n'est pas un objectif en soi.

Nous savons qu'on n'arrivera pas à baisser le déficit public et la dette publique par des coupes dans les salaires, les services publics et la protection sociale.

Pour nous, la priorité des priorités c'est de faire redémarrer la croissance, et de faire baisser le chômage.

Or, l'austérité, ça ne fait pas redémarrer la croissance et ça fait augmenter le chômage. L'actualité nous le montre chaque jour: les mesures d'austérité ont un effet dévastateur économiquement et socialement.

Les faits sont là. Les pays les plus pauvres de la zone euro s'enfoncent dans la récession. La pauvreté explose. Les inégalités sociales se creusent. Plus de 8% de taux de pauvreté dans l'Union européenne. En Espagne et en Grèce 25% de la population est en dessous du seuil de pauvreté.

Quand nous crions notre colère devant cet échec politique on nous dit que tout va mieux, que les marchés sont calmes, que le bout du tunnel est proche.

Moi je pose la question : lequel d'entre vous, lequel d'entre nous voit aujourd'hui le bout du tunnel? Qui peut sérieusement croire que quand le chômage, les inégalités, la précarité et la pauvreté augmentent, le bout du tunnel est là?

Pour nous, le bout du tunnel, c'est le plein emploi, la fin des inégalités, la fin de la précarité et de la pauvreté.

Dans le même temps, les grands patrons continuent d'avoir des revenus souvent indécents. Les mesures prises pour limiter ces excès n'ont eu que peu d'effet. Un bon point cependant, le Parlement européen à cet égard a pris une décision courageuse. Reste aujourd'hui à l'appliquer et à couper ces bonus.

Chers et chères camarades : notre force c'est notre unité face aux effets dévastateurs de la crise, contre les politiques qui sont mises en place et l'idéologie qui les soutient.

Le 14 novembre 2012 c'était la CES en action. Quatre grèves le même jour et partout des manifestations et des actions de solidarité. Cela a été un moment extrêmement fort du syndicalisme européen auquel vous avez largement contribué. Je vous en remercie.

La semaine dernière, encore une fois le syndicat européen s'est mobilisé. Nous avons fait entendre notre voix contre l'austérité et contre le chômage des jeunes.

Nous étions, ensemble, pour dire aux dirigeants européens qui se réunissaient ce jour-là : il faut changer de cap !

Encore une fois la CGT a soutenu notre action. Vous étiez là avec une délégation de plusieurs centaines de personnes.

Bien sûr, en Europe, les situations sont plus ou moins graves. Mais toutes les confédérations en Europe sont unies pour s'opposer à ce que ce soient les plus modestes qui paient.

Nous sommes ensemble pour dire que les salaires sont un moteur de l'économie.

Nous sommes ensemble pour défendre le modèle social européen qui est menacé. Ce modèle social, mis en place après la seconde guerre mondiale, a fortement contribué au développement économique de l'Europe. Il ne faut jamais l'oublier.

La confédération européenne des syndicats propose un contrat social pour l'Europe.

Ce contrat dit que la protection sociale et les services publics ne sont pas un luxe mais, au contraire des composants essentiels d'une économie juste et saine. Ce contrat dit qu'il faut arrêter la concurrence fiscale et sociale. Ce contrat dit que le dialogue et la négociation sont essentiels.

Ce contrat dit que l'Union européenne n'est pas là pour servir les banques et les marchés financiers. Non, elle est là pour le progrès social.

Notre projet exige une politique économique pour la croissance et l'emploi; Il insiste sur la nécessité du dialogue et de la négociation, et propose des mesures pour plus de justice sociale et fiscale.

Ce n'est pas en vain que nous avons proposé ce contrat social.

En effet, en juin prochain, un Conseil européen devra discuter de la dimension sociale de l'Union économique et monétaire.

Si la dimension sociale de l'Union européenne est discutée, nous y sommes pour quelque chose. Si nous ne nous étions pas battus il n'y aurait pas eu de prise de conscience de la nécessité de mettre les questions sociales au centre des débats.

Nous avons trois mois à présent pour enfoncer le clou et agir auprès des gouvernements, pour faire entendre notre voix et faire des propositions.

Je le sais, la tentation est grande d'être anti-européen. Nous voyons se développer cette tendance dans de nombreux pays. Or, la solution à nos problèmes ne se trouve pas uniquement au niveau national.

Remettre des barrières entre nos économies ne ferait baisser ni le chômage ni la pression économique.

Dans un monde globalisé, il n'y a pas de solution nationale.

Le problème n'est pas l'Union européenne, mais bien plus le progrès de l'idéologie néolibérale à travers le monde dans les trente dernières années.

Le problème n'est pas l'Union européenne mais l'austérité et la déréglementation sociale que les institutions européennes voudraient graver dans le marbre.

Nous sommes déterminés dans notre opposition au populisme et aux nationalismes de tout poil qui mènent au racisme, à la xénophobie. Nous sommes déterminés à défendre les valeurs de justice sociale et d'égalité qui sont les valeurs syndicales.

Je salue le soutien de la CGT à notre contrat social. Il est au cœur de votre document d'orientation.

Et je salue Bernard qui a été un avocat puissant de notre cause.

Bernard, quelques mots maintenant à ton intention.

Je salue d'abord ton engagement européen.

Depuis 1999, on t'a vu user tes pantalons sur les bancs de l'exécutif, perplexe, animé, enthousiaste à l'occasion même, mécontent.

On t'a vu user tes semelles dans les manifestations européennes.

Partout, à l'exécutif, comme dans les manifestations, tu as été là pour défendre l'approche de la CGT.

Tu as été ce que l'on doit être quand on est syndicaliste : critique, mais constructif. Ou bien constructif, quoique critique.

La CGT, avec toi, a pris toute sa place dans le syndicalisme européen. Ton organisation a compris qu'il fallait investir le niveau européen pour se faire entendre. Joël Decaillon a occupé des fonctions importantes à la CES, et en grande partie grâce à toi, la CGT a compris que l'Europe est un champ d'intervention syndicale.

Et ça n'est pas évident.

Pour tout cela, je te remercie, simplement, sincèrement, et surtout, amicalement.

A Thierry je souhaite plein succès dans des temps très difficiles. Bien sûr j'espère, Thierry, que tu continueras à assurer la présence et l'action de la CGT au sein de la confédération européenne des syndicats.

Je vous souhaite à toutes et à tous bon courage et un bon congrès.
Merci pour votre attention et au revoir.